



Ville de MIRANDE

ARRÊTE TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de la Commune de MIRANDE, Gers,

VU, la Loi n° 82-213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la Loi n° 82-623 du 22 Juillet 1982,

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-2 et L 2512-14,

VU, les Articles R.411-8 et R.415-7 du Code de la Route,

VU, les Articles L 21 à L 27-4 du Code Pénal,

VU, le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

CONSIDÉRANT, la demande formulée le 30 Septembre 2025 par Monsieur RIBEIRO SANTO Manuel, gérant de la SARL RIBEIRO SANTO ESTEVES sise 706 chemin de la Graouade 31800 Saint Gaudens, en vue d'être autorisé à occuper le domaine public Chemin de Laymoure à Mirande pour des travaux d'abattage et de débardage de bois **du 30 Septembre 2025 au 31 Décembre 2025 inclus**.

ARRÊTE

Art.1er : La SARL RIBEIRO SANTO ESTEVES est autorisée à occuper le domaine public Chemin de Laymoure à Mirande pour des travaux d'abattage et de débardage de bois **du 30 Septembre 2025 au 31 Décembre 2025 inclus**.

Toute occupation du domaine public au-delà de cette période devra faire l'objet d'une demande de renouvellement au moins 2 jours à l'avance.

Art.2 : La SARL RIBEIRO SANTO ESTEVES est chargée de mettre en place la signalisation réglementaire en vue d'assurer la sécurité des biens et des personnes.

Art.3 : **A cet effet, la circulation des véhicules sera ponctuellement interdite Chemin de Laymoure lors des chargements de bois aux droits du chantier durant la période précitée.**

Art.4 : A l'issue du chantier, la SARL RIBEIRO SANTO ESTEVES devra s'acquitter du paiement qui lui sera réclamé, au titre de cette occupation du domaine public soit 0,50 € par jour et par mètre carré occupé.

Art.5 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté qui sera affiché et publié dans les conditions réglementaires, seront constatées par procès-verbal qui sera transmis aux tribunaux compétents.

Art.6 : Monsieur le Maire de MIRANDE, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de MIRANDE, les Agents de Police Municipale et les services de voirie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MIRANDE, le 30 Septembre 2025.

Le Maire,

NOTIFIÉ LE 30/09/25



Patrick FANTON

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de PAU – Villa Noullobos – Cours Lyautey – 64010 PAU CEDEX dans un délai de deux mois à compter de sa publication par envoi sur papier au tribunal, dépôt sur place au tribunal ou sur le site www.telerecours.fr de la requête.



Réseau international des villes du Bien Vivre

